

8 mars 2026 : journée internationale de lutte pour les droits des femmes, en solidarité avec les femmes du monde entier

Face aux impérialismes, aux droites et extrêmes droites, partout dans le monde, les femmes résistent ! Face aux attaques du gouvernement, Grève féministe !

Nous appelons à la grève du travail, des tâches domestiques et de la consommation. Sans les femmes, tout s'arrête ! Nous sommes déterminées à lutter contre le pouvoir, faire entendre les voix de toutes pour arracher l'égalité. Nous sommes solidaires des femmes et des populations subissant de plein fouet les conséquences dramatiques du changement climatique, causé par les politiques productivistes et capitalistes.

Solidarités internationales

Nous serons en grève en solidarité avec nos sœurs du monde entier, avec celles qui font face aux régimes fascistes, réactionnaires, théocratiques, colonialistes et impérialistes ; avec celles qui endurent les génocides, les conflits armés, les bombardements massifs, et viols de guerre, les mutilations sexuelles, les mariages forcés, celles confrontées à l'exode et aux politiques migratoires racistes, celles qui subissent la crise climatique, l'insécurité alimentaire et l'exploitation des multinationales ; avec toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer ou obtenir leur liberté et leurs droits.

Pas d'instrumentalisation des luttes féministes par l'extrême droite, pas d'extrême-droite dans la rue, pas une voix pour l'extrême droite.

L'extrême-droite est désormais au pouvoir dans de nombreux pays. Partout, les immigré·es et migrantes sont réprimé·es. Des masculinistes aux racistes, islamophobes et antisémites, lesbophobes, homophobes et transphobes, handiphobes, qui exercent des violences permanentes, l'extrême-droite étend sa sphère d'influence, grâce aux médias achetés par sa galaxie.

Nous réclamons l'abrogation de la loi immigration et la régularisation de toutes les sans-papier·es.

De l'argent, il y en a !

Le gouvernement refuse de taxer les ultra-riches, le budget impactera toujours plus lourdement les femmes du fait de leur position subalterne dans le monde du travail. Les inégalités salariales, les bas salaires, les allocations inférieures au seuil de pauvreté, les pensions de retraites toujours plus faibles précarisent les conditions de vie. Nous demandons la hausse des salaires, la revalorisation des minimas sociaux, la construction massive de logements sociaux.

Du travail, un temps de travail, des retraites et des salaires pour vivre et pas survivre

Nous voulons la retraite à 60 ans, une réduction du nombre d'annuités, et des pensions décentes. Nous réclamons l'abrogation des lois qui pénalisent les chômeurs·euses et les bénéficiaires du RSA. Nous exigeons la revalorisation des métiers féminisés, l'égalité salariale, l'interdiction du temps partiel imposé, la transformation des CDD en CDI et la réduction du temps de travail à 32 heures minimum avec embauches correspondantes.

Pour un réel partage du travail domestique !

Invisibilisé, dévalorisé, il est loin d'être une question privée. Les tâches qui en découlent font pleinement partie de l'activité économique. C'est un travail qui participe à produire des biens et des services et qui contribue au bien être des membres du ménage (famille) et va bien au-delà.

Nous ne pouvons nous satisfaire que rien ne bouge dans la répartition des tâches au sein des couples et ce depuis des années. Cette inégalité se traduit par des inégalités dans la sphère professionnelle et est l'un des facteurs des inégalités salariales et patrimoniales.

Pour plus d'égalité et de justice, plus de services publics !

Le démantèlement et la privatisation des services publics de la santé, de l'éducation, du logement dégradent les conditions de vie des femmes. Nous réclamons la création de services publics de la petite enfance à la hauteur des besoins, et de l'autonomie tout au long de la vie, avec une prise en charge réelle du 4e âge. Nous exigeons des services publics renforcés : 63 % des personnels sont des femmes et elles en sont aussi les premières usagères.

Notre corps nous appartient !

Nous réclamons la réouverture de tous les centres d'IVG qui ont été fermés pour permettre un réel accès sur tout le territoire, le choix de la méthode, et les moyens nécessaires à la hauteur des besoins. LGBTQIA, nous voulons pouvoir faire nos choix de vie, vivre librement notre orientation sexuelle, nos identités. Nous demandons la fin des mutilations et des traitements hormonaux non consentis. Nous voulons l'ouverture de la PMA pour toutes ! Nous dénonçons les offensives réactionnaires qui s'en prennent aux droits des personnes LGBTQIA+. Handicapées, nous subissons toutes les violences. Nous voulons notre indépendance économique, l'accessibilité universelle à l'ensemble de l'espace public et à tous les lieux et bâtiments.

Stop aux violences sexistes et sexuelles

Près d'une femme sur trois est victime de violences conjugales ou sexuelles au cours de sa vie (OMS), soit environ 840 millions de femmes dans le monde. L'impunité persiste, 1 % des viols sont condamnés. Nous refusons que les enfants violé·es, maltraité·es, incesté·es continuent le plus souvent à être abandonné·es à leur sort ! Nous voulons une loi-cadre intégrale qui mette en avant prévention, éducation, protection, accompagnement, sanction et garantisse les moyens pour la prise en charge de l'ensemble des victimes, femmes, enfants et minorités de genre. Les plus touchées par les violences sexistes, dont les violences économiques, sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : femmes victimes de racisme, exilées et migrantes, sans papiers, ouvrières, femmes sans domicile, précarisées, privées de liberté, en situation de handicap, femmes lesbiennes et bi, femmes trans, femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle. Nous demandons la mise en place d'actions concrètes pour lutter contre toutes les violences sexistes et sexuelles, protéger les victimes et combattre les réseaux de traite prostitutionnelle et de proxénétisme et la marchandisation du corps des femmes.

Éduquer à l'égalité, un enjeu majeur , du plus jeune âge à l'Université

Une éducation à l'égalité doit permettre aux enfants de comprendre les mécanismes de domination et contribuer à les protéger contre les violences sexistes et sexuelles. Nous voulons une éducation non sexiste, la réelle mise en place effective d'une éducation à la vie affective et sexuelle qui intègre les notions de désir et de plaisir, d'une éducation au consentement et à l'égalité. Et surtout, des moyens pour la mettre en œuvre. Éducation à la Vie Affective Relationnelle et Sexuelle pour toutes et tous maintenant !

Nous sommes et resterons mobilisé·es tous les jours contre le patriarcat, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, le validisme, les politiques libérales et autoritaires du gouvernement et contre l'extrême droite.

**Le 8 mars, nous serons en grève féministe et nous manifesterons
pour imposer un rapport de force et faire valoir nos revendications !**

**Rendez-vous à Dijon à 14h place Darcy pour la manifestation.
Dès 11h30, zone d'occupation féministe : stands, débats, cantine...
Bal folk à partir de 16h30 place Wilson**

Signataires : Attac 21, FSU 21, LDH Dijon et agglomération, Solidarité Femmes 21...